



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général**

**Service interministériel d'animation  
territoriale**

**Bureau de l'environnement**

**ARRÊTÉ N ° 41-2024-09-24-00001**

**portant mise en demeure de la société KNAUF INDUSTRIES EST de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 41-2022-05-31-00001 du 31 mai 2022 applicables à ses installations situées sur le territoire de la commune de VERNOU-EN-SOLOGNE**

Le préfet de Loir-et-Cher

**VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, ; R.512-55 et R.512-39-1 et 2, R.541-43 ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Xavier PELLETIER en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;

**VU** le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 41-2023-08-21-00023 du 21 août 2023 portant délégation de signature à Monsieur Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 99-0281 du 28 janvier 1999 autorisant les activités de fabrication de polystyrène expansé, modifié par arrêtés complémentaires du 24 mars 1999, du 27 avril 2007, du 24 avril 2015 et du 18 juillet 2017 ;

**VU** la déclaration de changement d'exploitant datée du 23 juin 2015 (reprise par la société KNAUF INDUSTRIES EST depuis le 1er avril 2015) ;

**VU** le récépissé de changement d'exploitant délivré le 20 juin 2016 ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°41-2022-05-31-00001 du 31 mai 2022 portant modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°99-0281 du 28 janvier 1999 de la société KNAUF INDUSTRIES EST ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°41-2023-06-26-00004 du 26 juin 2023 portant modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°99-0281 du 28 janvier 1999 de la société KNAUF INDUSTRIES EST ;

**VU** l' article 2.1.3 de l'arrêté complémentaire du 31 mai 2022 susvisé ;

**VU** le rapport de l'inspectrice de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 30 juillet 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** le courrier en date du 30 juillet 2024 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 22 août 2024 ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant dans le délai de 15 jours qui lui était imparti ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 25 juillet 2024, l'inspectrice de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- L'établissement ne dispose pas de bassin de confinement d'une capacité de 972 m<sup>3</sup>.

**CONSIDÉRANT** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.1.3 de l'arrêté complémentaire du 31 mai 2022 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société KNAUF INDUSTRIES EST de respecter les dispositions de l'article 2.1.3 de l'arrêté complémentaire du 31 mai 2022 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher :

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Mise en demeure**

La société KNAUF INDUSTRIES EST, dont le siège social est situé ZAC Grenoble Air Parc 38590 Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.1.3 de l'arrêté complémentaire du 31 mai 2022 susvisé pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire de la commune de VERNOU-EN-SOLOGNE, 15, rue de Chambord, *en réalisant les travaux nécessaires pour disposer d'un bassin de confinement d'une capacité de 972 m<sup>3</sup>.*

### **Article 2 : Délai de mise en œuvre**

La disposition définie à l'article 1 du présent arrêté est mise en œuvre **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification à l'exploitant du présent arrêté.

### **Article 3 : Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par l'article 2 et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du même code, celles-ci pourront être publiées sur le site Internet de la préfecture de Loir-et-Cher pour une durée pouvant aller de 2 mois à 5 ans.

### **Article 4 : Notification – Publication**

Le présent arrêté sera :

- notifié à la société KNAUF INDUSTRIES EST par lettre recommandée avec accusé de réception,
- inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher,
- publié sur le site Internet des services de l'état de Loir-et-Cher pendant une durée minimale de 2 mois.

Une copie en sera adressée :

- au maire de VERNOU-EN-SOLOGNE,
- au sous-préfet de l'arrondissement de ROMORANTIN-LANTHENAY,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire.

### **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire de VERNOU-EN-SOLOGNE, le sous-préfet de l'arrondissement de ROMORANTIN-LANTHENAY, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **24 SEP. 2024**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Faustin GADEN



*Délais et voie de recours en page suivante*

### Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet de Loir-et-Cher – Place de la République – BP 40299 – 41006 BLOIS cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de l'Energie, du Climat et de la Prévention des risques - Direction Générale de la Prévention des Risques - Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles [L. 211-1](#) et [L. 511-1](#) dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)